

Entrevue avec Lawrence Olivier

Par Tina Lafrance et René Lemieux[?]

Nous aimerions vous poser deux types de questions : Premièrement, qu'est-ce qui est politique ? Est-ce qu'on peut se permettre de dire que tout est politique ? Si oui, est-ce qu'on ne vit pas dans un énorme fantasme ? Deuxièmement, quelles sont les conditions de possibilités de la production académique ? Est-ce qu'on peut se dire libre dans le milieu dans lequel on se trouve pour penser le politique ?

Disons que l'un des problèmes que l'on peut avoir en science politique c'est de substantier le politique, c'est-à-dire d'avoir une réalité substantielle, quelque chose qui est là, qu'il s'agit simplement d'observer, d'analyser, de décrire. De plus en plus, on se rend compte, ou plutôt certains chercheurs, et de façon assez surprenante ce sont les jeunes chercheurs (je dis jeunes chercheurs plutôt qu'étudiant parce que je trouve ce terme assez agaçant ; ça donne l'impression qu'il y a deux types de recherches, celles des chercheurs et celles des étudiants qui seraient moins bonnes que les premières) qui refusent même de poser la question de la définition du politique, c'est-à-dire qui refuse même de poser la question du politique. Et ça s'applique pour d'autres objets aussi, plutôt que de partir d'une définition substantielle, déjà donnée, la question est justement de la reposer, celle de la difficulté de saisir quelque chose qui s'appelle le politique, d'essayer de comprendre qu'est-ce que ça implique de dire

* L'entrevue a eu lieu le 5 novembre 2008 à l'Université du Québec à Montréal. Lawrence Olivier (olivier.lawrence@uqam.ca) est professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Il est l'auteur de nombreux livres, dont le dernier est *Détruire : la logique de l'existence*, Montréal : Éditions Liber, 2008.

L'entrevue a été accordée à Tina Lafrance (tlafr029@uottawa.ca) et à René Lemieux (lemieux.rene@courrier.uqam.ca), respectivement candidate à la maîtrise en science politique à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa et candidat au doctorat en sémiologie à l'Université du Québec à Montréal.

qu'une chose est politique et qu'une autre ne l'est pas. Je pense qu'en ce moment, il y beaucoup de chercheurs qui s'intéressent à cette question et au lieu de partir d'une définition déjà arrêtée, posent la question justement du politique lui-même, avec toute la problématique que suppose de reposer la question du politique en lui-même.

En ce sens-là, dire que tout est politique, c'est d'une certaine façon une fausse question, ou une question un peu bizarre, à partir du moment où l'on prend la perspective d'interroger le politique lui-même. L'idée c'est justement que l'on ne peut pas le définir, il y a quelque chose qui échappe toujours au politique. Une définition figée le réduit à une certaine réalité alors qu'il est beaucoup plus vaste que ça. À partir du moment où l'on veut faire intervenir la violence, on veut faire intervenir l'indétermination, par exemple lorsqu'on veut parler en termes de luttes politiques et qu'on veut sortir du vieux carcan dans lequel une lutte politique conduit à un résultat et une fois le résultat obtenu, tout s'arrête. Alors je pense que ce sont des positions qui sont de plus en plus questionnées, sans pour autant dire qu'il y ait des réponses, mais au moins elles sont interrogées. Dans ce sens-là, la question du « tout est politique » devient plus vague, plus éphémère, ou plus poreuse dans la mesure où on s'en fout que tout soit politique ou tout ne le soit pas, la question est qu'elle se situe à un autre niveau. Je pense qu'il a un réel déplacement de cette question-là. Donc, est-ce que tout est politique ? Je ne sais pas. Mais, tout de même, c'est clair qu'on cherche à interroger la frontière entre politique et apolitique et les problèmes que pose cette frontière.

Il y a aussi des gens qui disent qu'on a peut-être tendance à politiser beaucoup, qu'on voit dans toute question une question politique. Il y a la fameuse phrase de Foucault qui dit « le moindre soupçon de vérité est sous condition politique ». Cette phrase me fait réfléchir beaucoup, elle m'interpelle beaucoup. Bon, parce que le lien entre vérité et politique est bien tressé, mais y aurait-il encore quelque chose aujourd'hui qui serait apolitique, est-ce que c'est possible encore ? Reposer la question de la frontière entre politique et apolitique, il y a plusieurs étudiants ici qui veulent poser cette question. On peut accuser Foucault de dire tout est politique mais ça serait très discutable. Du moment où le problème foucauldien est de

dire que tout soupçon de vérité est sous condition politique, alors la question devient comment dénouer ce rapport-là ? Est-ce qu'on peut dénouer ce rapport entre politique et vérité ? Si oui, comment ?

Par rapport à l'université, la vie universitaire, en quoi y a-t-il quelque chose de politique ?

Pour moi, c'est bizarre parce depuis quelques années, et je parle de l'université que je connais, ici, on est dans un dilemme assez tranché. Il y a deux forces qui s'affrontent en ce moment dans notre université. Il y a une première tradition, plus ancienne, plus classique, dont Michel Freitag est une figure, qui est de redonner à l'université son statut. Elle aurait perdu son statut. L'université est en compétition avec d'autres institutions ; il y a maintenant plusieurs intervenants. Prenons l'exemple des Relations internationales, il y a des journalistes qui ont une compétence, qui sont allés sur le terrain, qui peuvent faire compétition à nos spécialistes qui, dans leur bureau, analysent la guerre en Irak. Alors il y a un certain repli, un repli que l'on ressent chez nos collègues vers quelque chose qui s'appelle la scientificité. Il y a un objet qui s'appelle le politique, qui est défini de façon très restrictive et là, il y a cette idée que l'université doit retrouver ce discours scientifique sur le politique. Un discours scientifique, des règles méthodologiques, des règles épistémologiques très précises, très claires, desquelles on ne peut pas sortir. Pour eux, c'est clair, ils le font et ils l'imposent en ce moment.

Il y a tout un autre courant que l'on pourrait appeler plus culturaliste, dans lequel il y a une vision beaucoup plus souple du politique, beaucoup plus large, dans lequel se mêlent des réflexions beaucoup plus culturelles sur le politique et à la fois s'y mêlent des gens qui sont beaucoup plus militants. Ces militants croient que la science politique doit servir à quelque chose, elle doit servir à émanciper, à changer les choses, à faire des experts qui peuvent intervenir dans la société lorsqu'il y a des problèmes. Étant plus large, ce mouvement fait appelle à la philosophie, aux études littéraires, aux études culturelles. Et on fait appel à divers auteurs sans nécessairement essayer d'établir un corpus bien défini de ce que serait une science politique plus culturaliste, plus militante.

Donc, il y a un affrontement entre ces deux courants. D'une certaine façon, pour moi, l'université n'a jamais été aussi politisée si on définit la politique comme cette lutte menée pour imposer une certaine vision des choses, une certaine réalité, une certaine conception du monde et une certaine conception de la pratique de la science politique. Si on dit politisée dans un autre sens, plus ancien, à savoir s'il y a encore des militants à l'université, alors dans ce sens, il y en a de moins en moins parce que les tenants d'une position plus rigoureuse, plus scientifique sont en train de l'emporter. Ils sont en train d'exclure des universités le travail de la pensée elle-même. En fait, la science politique va se résumer à des règles de méthode, quelques règles épistémologiques qui ne sont pas claires du tout, mais les règles de méthodes par contre sont très claires, très précises. Il n'y a que les hypothèses qui comptent. En ce moment, nos collègues qui sont plus militants et les étudiants qui veulent faire un travail de la pensée ont beaucoup de difficultés. Il y a des obstacles majeurs. Systématiquement, les projets de mémoire sont refusés, systématiquement ils se font faire des remarques blessantes. Donc la politique est au cœur en ce moment parce qu'il y a des luttes féroces qui se mènent, particulièrement en science politique. J'ai encore entendu quelqu'un dire récemment que la science politique est une science, qu'elle doit agir comme une science et donc tous les courants à la Foucault, à la Derrida et Nietzsche, ça n'a pas sa place dans les départements de science politique parce que le politique dans ça, on ne le voit pas. Et toute interrogation sur le politique en lui-même est d'emblée rejetée comme non pertinente. On dit qu'il n'y a aucun intérêt à faire ça, il n'y a aucun intérêt à se pencher sur ces questions-là. S'il y a une lutte politique, je pense qu'elle est là. Cela dit, on a toujours beaucoup d'étudiants militants, surtout dans les associations. Ça milite encore beaucoup, il y a tout de même l'ASSÉ à l'UQAM, non seulement à l'intérieur de l'UQAM, mais aussi pour que l'université soit plus ouverte sur le monde, qu'elle ait un impact positif sur les changements sociaux qu'ils souhaitent.

La question de vouloir exclure toute une veine de pensée, est-ce une espèce de « complexe d'autorité » ? D'où ça vient?

Je ne sais pas. Si on entend par « complexe d'autorité » l'idée de faire autorité, il est tout à fait clair que le discours de nature scientifique fait davantage autorité que le discours de nature philosophique. Ce qui les déçoit dans le discours philosophique c'est de deux choses, l'une, qu'il semble pour eux ne pas y avoir de frein à la pensée, comme si la pensée pouvait aller n'importe où, puis elle pourrait faire n'importe quoi. Je pense que ça les brime beaucoup, ça les frustre beaucoup. Comme dans ce travail de la pensée, les gens trouvent du politique, ils ne font pas juste interroger le politique mais ils trouvent du politique dans toute sorte de choses, y compris dans la pratique scientifique elle-même ! Je pense, je n'en suis pas certain car il n'y a pas de discussion entre ces deux camps, qu'ils ne comprennent pas l'intérêt d'une réflexion sur le politique, sur nos pratiques.

En ce sens-là, ils ont toujours le sentiment que ça mine l'autorité, ça mine leur autorité. S'il y a une place dans les institutions occidentales où l'autorité est forte, c'est bien à l'université. L'université se fonde, comme rapport pédagogique, sur l'autorité. D'aucune façon l'université se fonde sur l'idée que la personne devant toi a quelque chose d'intelligent à dire, que la production de la connaissance est dans le dialogue et non dans le monologue. Le dialogue fait toujours plus avancer, produit plus de connaissances que le monologue. Ça agace. Ça tellement agacé des gens dans notre département qu'une collègue a dit qu'elle prendrait sa retraite si on commençait à accepter des choses comme la « communauté des interprétants » ; elle trouvait ça absolument épouvantable qu'il pouvait y avoir une communauté des interprétants car dans ce cas, qui aurait autorité ?

Si on prend le « complexe d'autorité » dans ce sens-là, on est dans l'institution la plus autoritaire. Si on écoute nos collègues qui interviennent à la radio et à la télévision, il n'y a pas beaucoup de débat. Bon, un exemple bien connu, quelqu'un avait déclaré avant le déclenchement de la deuxième guerre en Irak que « tous les experts savaient que l'Irak possédait des armes de destruction massive ». Il n'y a aucune nuance dans la phrase. Ce n'est pas « certains experts disent », non, « tous les experts savent... » Vous voyez, la proposition elle-même est autoritaire. Alors oui, dans ce sens-là il y a une

certaine peur pour l'autorité. Moi, je ne pense pas qu'elle est menacée par le travail de la pensée, je pense que ces deux courants peuvent tout à fait coexister. Mais, la deuxième position de l'autorité c'est qu'elle est exclusive et donc elle exclue. Alors que les philosophes, la plupart que je connais, ne sont pas exclusifs. Ils disent plutôt « Bon, vous faites vos affaires, moi je fais les miennes et on peut échanger ». La philosophie a sa place dans un département de science politique – on pourrait prendre aussi l'exemple de la sémiologie. Mais dernièrement, tous les mémoires qui faisaient référence à la philosophie ont eu des difficultés, sans exception, sur la base de la question « En quoi cela est-il politique ? » À moins d'avoir une définition très restreinte du politique, il était très clair que tous ces mémoires touchaient la question du *vivre ensemble*, une définition large, mais c'est la définition de base.

Alors on nous accuse d'être plutôt des sociologues, des philosophes ?

C'est plutôt nous accuser d'être des philosophes car si tu fais la sociologie de Bourdieu ici, il n'y a aucun problème. Ce sont les philosophes qu'ils n'aiment pas ! Ils ne comprennent pas, par exemple, Derrida, la déconstruction. Les collègues ont un certain âge, c'est peut-être un problème de génération, je vois mal un collègue à 55 ou 58 ans se taper Derrida. Ils ne le lisent pas. Il y a deux attitudes, soient « Ah oui, allez-y » ou bien « C'est quoi ça, Derrida ? C'est quoi la déconstruction ? Ça sert à quoi ? C'est n'importe quoi. C'est des mots sur des mots ». Et ça, eh bien, il y a une réaction forte à ça. Je pense en ce moment, particulièrement, ce sont les philosophes continentaux qu'ils n'aiment pas, Derrida, Deleuze, ceux dits « à la mode ». Est-ce que Marx était à la mode dans les années 1970 ? Sans doute que oui, ou peut-être que non. Chaque génération a ses trucs, et les étudiants qui arrivent sont plus attirés par ça parce que le marxisme ne leur parle plus tellement. Il y a encore des cours sur le marxisme au département et des collègues qui sont carrément marxistes. Le concept de déconstruction fascine tout le monde, pour les bonnes et mauvaises raisons. Ça les fascine, ça les attire. On ne débat pas tellement Althusser ou Poulantzas parce que bon, le structuro-marxisme, c'est à chier ! Personne ne peut s'intéresser à ça, Derrida est plus facile à lire que ça.

Par rapport à votre parcours, nous savons que vous avez fait une partie de vos études à Laval, je ne sais pas si pourriez nous parler de ça. Et aussi par rapport à vos publications, voudriez-vous nous parler de votre dernier livre, *Détruire*.

Bon alors, moi je suis un gars de la ville de Québec et j'ai fait mes études à Québec, une université extrêmement conservatrice. Pas nécessairement dans un mauvais sens, pas dans le sens qu'on ne pouvait pas parler, il y avait quand même quelques professeurs marxistes, mais conservateurs dans le sens le plus traditionnel du terme, conservateurs des vieilles valeurs humanistes de l'université, voire chrétiennes-humanistes. L'université Laval a quand même un bon fond chrétien, le département de philosophie était à l'époque thomiste. Il ne se passait pas grand-chose à part saint Thomas, on lisait tout à travers saint Thomas, ce n'est plus le cas. J'y ai fait mon baccalauréat, j'allais au début être en Relations internationales jusqu'au jour où j'ai découvert la philosophie, un peu par hasard. J'ai abandonné les Relations internationales et j'ai fait l'équivalent d'une mineure en philosophie. Ensuite, j'ai fait une maîtrise plus philosophie politique à Laval avec Jean-Pierre Derriennic et par la suite je suis parti pour la France à Aix-en-Provence et j'ai fait ma thèse sur Foucault, qui a été repris en parti dans mon premier livre¹.

Dans ma formation à Laval, j'ai quand même été marqué par une personne, Fernand Dumont. Il m'a beaucoup impressionné, pas tellement avec ses idées sur le Québec, c'est un bon nationaliste québécois et je ne lui reproche pas, mais c'est plutôt par sa culture qui m'a impressionné. Une culture à se jeter par terre, absolument incroyable, il lisait tout, il pouvait parler de tout... Lors d'un séminaire, il avait eu une discussion avec un étudiant de Toronto sur Nietzsche et sa lecture de Nietzsche m'avait beaucoup impressionné, quelle discussion incroyable. Il n'était pas nietzschéen, c'était un bon chrétien, un disciple de Mounier. J'ai aussi été beaucoup impressionné par Derriennic, il m'a beaucoup marqué par sa rigueur. Tous les étudiants avaient peur de lui parce qu'il était très grand et donnait l'impression d'être très froid, très rationnel. Je l'ai connu dans d'autres situations, et il était une bonne personne.

¹ N.E. : *Michel Foucault. Penser au temps du nihilisme*, Montréal : Éditions Liber, 1995.

Ensuite, en Aix-en-Provence, j'ai suivi le séminaire de philosophie de Gilles-Gaston Granger, un type assez exceptionnel. Il était antifoucauldien, complètement anti-Foucault, mais ce type me jetait par terre. Il parlait huit langues ! Il s'adressait aux étudiants dans leur langue. Il m'a beaucoup impressionné. Le vrai gag dans ça, quand Foucault est mort, c'est Gilles-Gaston Granger qui l'a remplacé au Collège de France, il a pris la chaire de recherche de Foucault. Je n'ai jamais lu la leçon inaugurale de Granger parce que dans la leçon inaugurale, on est obligé faire l'éloge de celui qui l'avait avant !

Après avoir fait ma thèse sur Foucault, j'ai enseigné pendant trois ans à l'Université de Moncton et j'ai adoré ça. J'aime beaucoup les Acadiens, ils sont exceptionnels. Donc, c'est un parcours assez classique. Mon erreur c'est d'avoir tout fait d'un coup. Baccalauréat, maîtrise, doctorat, c'est une erreur à mon sens. Je manquais un peu d'expérience de vie, j'aurais aimé voyager, connaître un peu plus de choses. J'avoue qu'à la fin de l'université, je n'étais plus capable de la sentir.

Maintenant, je suis ici, à l'UQAM et c'est vraiment deux mondes complètement différents. À Moncton, c'est encore un plaisir d'enseigner, ici c'est une grosse université et c'est vraiment un job. Un job qui doit répondre à des exigences, des règles devant les collègues, donc des publications, etc. À Moncton, on te laissait aller, personne ne te stressait. On te demandait de publier, oui, mais on ne t'obligeait pas à publier quatre livres par année, deux articles... Quand je suis arrivé ici, ça été un choc assez terrible. Ça coupé un peu mon intérêt pour l'enseignement, ça brisé un peu ma passion. Je me suis rendu compte que ça jouait très dur dans les universités, c'est un milieu comme les autres. Les idées n'ont pas d'importance ; ce qui est important c'est combien tu as publié, combien d'article tu as écrit, de livres, combien de mémoires que tu as dirigé. Qu'ils soient bons ou pas bons, on s'en fout. Que l'enseignement soit évalué de façon positive ou négative, on s'en fout. Pourvu que tu aies des évaluations, ça va, mais si tu ne publies pas, tu peux perdre ton emploi.

Donc, j'ai dû publier comme tout le monde. J'ai commencé avec *Foucault*. Eh bon, pour toutes sortes de raisons, je ne suis pas tellement près de mes collègues. Je suis près des gens avec qui je travaille, les étudiants. Un jour en discutant avec un ami – et mon

problème c'est que je discute trop et je ne publie pas assez –, j'ai eu une idée pour une conférence qui ensuite est devenue *Le savoir vain*². C'est le livre que j'ai le plus aimé faire. Je ne sais pas si j'y ai réfléchi quand je l'ai écrit, on va peut-être me le reprocher aujourd'hui ! Ensuite il y a eu *Contre l'espoir*³, qui est un peu une suite de ça. Dernièrement, il a eu *Détruire*⁴. J'ai dit que c'était le troisième d'un triptyque mais je ne le pense pas. Tu peux faire ce que tu veux, tu peux écrire n'importe quoi dans ton avant-propos et la semaine d'ensuite faire le contraire. Il n'y a personne qui va venir t'arrêter !

Donc la perspective nihiliste, elle prend source dans *Le savoir vain*. Ça termine en disant que le relativisme c'est une bonne chose, mais finalement ce n'est pas ça le problème. Le problème c'est le nihilisme, avec tout ce que le nihilisme suppose comme obsession et comme débat, avec qui tu discutes et sur quoi tu discutes... *Détruire* est le plus personnel de mes livres, le plus gênant. Le titre originel était *Autobiographie universelle*, l'oxymoron était voulu au départ. C'est celui que j'ai eu le plus de difficultés à écrire. C'est tout le problème. Une fois que l'on commence à entrer dans un univers, c'est clair qu'on est constamment interpellé, les questions arrivent plus vite qu'on est capable des résoudre et l'univers nous absorbe complètement. Je pense qu'on peut se laisser absorber par cet univers-là et on peut écrire beaucoup. Il a de la place pour écrire, il y a beaucoup d'espace, il y a tellement de questions. Ça c'est bien, c'est la partie que j'aime le plus. Avec tous les problèmes qui se posent quand on écrit... On se met à nu, c'est toi qui parles.

En arrivant pour cette entrevue, on a vu arriver une garde de sécurité avec M. Prévost, on vous a demandé de sortir du bureau pour discuter de graffitis inscrits sur votre porte disant « Tuez-le. Détruisez-le ». Nous voulons le mentionner parce qu'il y a toute une rumeur associée avec votre nom, vous avez

² N.E. : *Le savoir vain. Philosophie et désespérance politique*, Montréal : Éditions Liber, 1998.

³ N.E. : *Contre l'espoir comme tâche politique*, Suivi de *Critique radicale. Essai d'impolitique*, Montréal : Éditions Liber, 2004.

⁴ N.E. : *Détruire : la logique de l'existence*, Montréal : Éditions Liber, 2008.

mentionné le nihilisme et on ne comprend pas trop qu'est-ce que ça veut dire, c'est quoi votre attitude, c'est quoi votre position politique ?

C'est une question plus embêtante parce qu'il y a un piège grave pour moi dans cette question-là. D'abord parce que je ne suis pas une victime dans cette affaire-là, d'autre part je ne suis pas différent des autres, je n'ai pas une attitude différente des autres. L'exclusion ne fait pas de nous des gens plus intéressants, plus fins ou meilleurs. Je suis un professeur bien ordinaire et jusqu'à maintenant mon parcours n'est pas marginal. Il est tout à fait souhaité et souhaitable par les étudiants qui font leur doctorat et souhaitent une carrière dans l'enseignement.

Bon maintenant, sur la question du nihilisme, je pense que tout le monde s'en fout. Tout le monde se fout de tout le monde à l'université, tu peux écrire n'importe quoi. De toute façon, personne ne se lit. Entre collègues, personne ne lit tes affaires. Je n'ai pas vu un collègue dire « Hé, j'ai lu ton livre ». Les étudiants le font, mais pas les collègues. Les collègues d'ailleurs s'intéressent plus à la convention collective, s'il va y avoir une augmentation salariale, s'ils ont droit de prendre une année sabbatique avant la septième année. Tu peux bien dire que tu es nihiliste, déconstructiviste, positiviste, ils s'en foutent complètement. Dans ce sens-là, il n'y a pas de problème. Le problème vient d'ailleurs. C'est ça qui est un peu désacralisant dans le milieu universitaire. C'est une institution tellement vénérée dans notre société. Les jeunes arrivent ici avec de gros yeux, ils sont tellement admiratifs devant l'université. Là, ils écoutent un professeur et ils sont complètement séduits parce qu'ils ne comprennent pas les mots, la personne devant eux est tellement géniale. Donc, il y a un effet extraordinaire à l'université. L'institution désacralise vite par contre parce qu'ils se rendent compte qu'à l'extérieur des cours eux-mêmes, il n'y a pas de débat, il y a très peu de discussion à l'université. Bon, il y a des conférenciers qu'on fait venir d'un peu partout, ça fait 50 fois qu'ils répètent la même conférence, ils te lisent un chapitre d'un livre qu'ils ont publié deux ans passés... À part ces quelques fois où les collègues se rencontrent en conférence pour discuter de leurs choses, les étudiants apprennent qu'il y a très peu de débat. Que dans le fond, à l'université personne ne dit par exemple : « Moi je suis contre le

TRAHIR

déconstructivisme. Venez vous asseoir autour d'une table avec moi et je vais vous le démolir. » Et que là on pourrait répondre : « Bon d'accord, si tu veux parler de déconstructivisme, parlons-en. » Il n'y a en pas de ça. Il y a peu d'échange.

Même si les idées restent importantes pour la plupart des étudiants, ils se rendent compte qu'il y en a très peu à l'université. Quand ils reçoivent leur évaluation de mémoire, ils sont déçus. Ils ont souvent l'impression que leur mémoire n'a pas été lu, ou du moins qu'ils n'ont pas été pris au sérieux. Ça désacralise beaucoup.

Pour revenir à la question, tout le monde se fout de ce que tu es. Sinon, on se sert de ça pour dénigrer. « Ah bien, eux, ce sont des marxistes. Eux, ce sont des féministes radicales. Ça, c'est du nihilisme. » Il y a même un collègue qui a dit que les terroristes sont des nihilistes ! Pour le reste, c'est vrai que j'ai quelques conflits avec des collègues, mais c'est lié à des débats. À un moment donné, on doit être en mesure de dire à quelqu'un que son évaluation d'une étudiante, par exemple, c'est de la merde. Ou bien dire à quelqu'un dans un colloque qu'il n'a pas fait une bonne lecture du concept de discours chez Foucault. Ce n'est pas parce qu'on est professeur d'université qu'on ne doit pas se le faire dire. Ça donne des conflits. Et si on ne t'aime pas, on va te dire nihiliste. Ils ne savent pas ce que ça veut dire. Ça n'a aucun sens de se dire nihiliste. À partir du moment que tu te dis nihiliste, tu viens de saboter le truc ! L'idée, c'est de ne le pas le dire. Mais comme il faut dire un mot de temps en temps... ça les agace un peu. Ça leur fait un peu peur.